

Football/Ligue de l'Ogooué-Maritime

Le siège "Paul Aimé Mouity et Jean-Paul Mapangou" inauguré



Une vue du siège.



Le donateur Diego Ndombou Likouni remettant les clés à la présidente de la ligue, Liliane Robaky.

Jean-Paulin ALLOGO
Port-Gentil/Gabon

LE siège de la ligue de football de l'Ogooué-Maritime a été inauguré, samedi dernier, par l'ancien président de la ligue, Dieudonné Ndombou Likouni. En présence de Liliane Robaky, et Athanase Keka, respectivement présidente de la Ligue de football de l'Ogooué-Maritime et ancien directeur provincial des Sports.

Le nouveau bâtiment qui abrite ledit siège se trouve dans l'enceinte du stade Pierre-Claver Divounguy et est dédié à deux anciens arbitres gabonais, Paul Aimé Mouity et Jean-Paul Mapangou. Les travaux de construction avaient été entamés en 2012 par l'ancien président de ladite instance, Dieudonné Ndombou Likouni. Le siège dispose d'une grande salle d'une capacité de cinquante places, et d'un bureau pour les deux personnes permanentes. Notamment le secrétaire général de la ligue et le directeur technique provin-

cial qui sont pris en charge par la ligue, via la Fédération gabonaise de football (Fégafoot).

Pour Dieudonné Ndombou Likouni, malgré le temps mis pour la parachever, cette œuvre est un soulagement : «ça été un peu long. Mais j'ai souvent dit aux clubs, quand j'étais président de la ligue, que mon passage à la Normalisation m'a quelque peu déstabilisé sur le programme que j'avais initié pour la ligue. C'est ce qui a fait que je puisse inaugurer ledit siège avec du retard. Mais je suis vraiment soulagé.»

Il a tenu à remercier l'ancien directeur provincial des Sports, Athanase Keka : « Je le remercie car, c'est grâce à lui que nous avons pu obtenir gracieusement cet espace pour construire ce siège.»

L'ancien président de la Ligue de football de l'Ogooué-Maritime a également révélé que le coût global des travaux s'élève à 18 millions de francs. Montant auquel il a quelque peu contribué grâce à ses sept années passées dans le monde du pétrole, entre autres.



Plusieurs personnalités locales du monde sportif ont assisté à la cérémonie.



Le bâtiment flambant neuf qui va désormais arbriter le siège de la ligue de football de l'Ogooué-Maritime.



Fonds des Nations Unies pour la Population

Consultation :	N°002/UNFPA/2018
Date limite de dépôt :	Mardi 3 avril 2018
Titre :	Consultant national pour l'élaboration du rapport national sur examen et l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD)
Type de contrat :	IC
Durée de la consultation :	33 jours ouvrables

Dans le cadre du programme de coopération GABON-UNFPA 2018-2022, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) recrute un consultant national pour apporter un appui au bureau pays de l'UNFPA, en vue de l'élaboration du rapport national sur l'examen et l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement (CIPD)

A. Devoirs et Responsabilités

En étroite consultation avec l'UNFPA, le consultant devra :

- Réaliser des recherches documentaires sur les politiques, programmes et stratégies pertinents, la compilation des données en réponse aux indicateurs identifiés, la vérification des données avec les bureaux nationaux de statistique, les analyses et la rédaction de rapports conformément aux directives nationales
- Produire une première ébauche du rapport national conformément à l'orientation thématique de l'AADPD, en s'appuyant sur un ensemble prédéterminé d'indicateurs qui couvrent les six fondamentaux de l'AADPD avec un accent particulier sur la réalisation du dividende démographique et répondre aux besoins des groupes de population laisser pour compte depuis la CIPD en 1994-
- Adresser les lacunes et défis majeurs dans le domaine de la population et du développement qui entravent la réalisation du dividende démographique sur le continent, notamment: la situation des femmes et des jeunes, les défis persistants tels que la violence et la discrimination basées sur le genre, le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines entre autres. Le consultant identifiera les changements politiques et programmatiques pertinents dans ces domaines.

• Soutenir l'exercice de validation mené par le gouvernement dans le pays en présentant le projet de rapport et les conclusions et en sollicitant les réactions des parties prenantes et des partenaires multisectoriels - société civile, université, secteur privé, partenaires des Nations Unies et autres institutions et avec les conseils et l'appui de l'UNFPA, et en intégrant les informations pertinentes et finaliser le rapport d'examen national.

B. Profils requis

- Etre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (bac+5 minimum) en sciences sociales, en santé publique, en démographie ou dans un domaine connexe
- Au moins 15 années d'expérience avérée dans le suivi et

l'évaluation et l'analyse de données qualitatives et quantitatives et la recherche en matière de population et de développement.

- Avoir des connaissances en genre, en santé sexuelle et reproductive et en droits de la reproduction
- Avoir une expertise en suivi-évaluation
- Avoir des connaissances et compréhension des théories et des concepts liés aux sciences sociales, à la santé publique, à la santé sexuelle et reproductive, aux droits de l'homme à la démographie, au dividende démographique et aux questions de développement intégré applicables à la population;
- Avoir une connaissance du Programme de la CIPD, de la Déclaration d'Addis-Abeba,
- La connaissance des données sur la population et le développement, des bases de données pertinentes et des sources de données sur le continent constitue un avantage particulier
- Avoir fait des publications scientifiques sur les questions de développement
- Avoir une bonne connaissance du processus d'examen de la CIPD au-delà de 2014 constitue un avantage supplémentaire
- Avoir d'excellentes capacités d'analyse, de recherche et de rédaction
- Maîtriser le français oral et écrit ;
- Etre capable de travailler en équipe ;

C. Pour postuler

- Retirer les termes de références détaillés au bureau de l'UNFPA (du lundi au jeudi 8H-16H30 et vendredi (8H-14H)
- Le dossier de candidature sous pli fermé avec la mention « Consultant national pour l'élaboration du rapport national de la CIPD » comprend une lettre de motivation adressée au Représentant Résident de l'UNFPA, un CV, une offre technique et financière, une copie certifiée des diplômes, une copie de la pièce nationale d'identité, un formulaire P11 dûment rempli à retirer en même temps que les termes de références détaillées, au siège de l'UNFPA, Pont de Gué-Gué, Immeuble A, 2ème étage
- Le dossier de candidature doit parvenir à l'UNFPA, au plus tard le mardi 3 avril 2018, 16h30
- Contact bureau : 07 99 90 54 /01 73 88 82
- Mail : schummer@unfpa.org

NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées.